

« Pour que l'École tienne ses promesses... »

Version intégrale de l'entretien dont certains extraits ont été publiés sur le site lemonde.fr et dans les pages du quotidien *LE MONDE* daté du 24 janvier 2015

Comment percevez-vous le « plan global » de lutte pour la défense des valeurs de la République que le gouvernement vient d'annoncer ?

Je veux retenir l'engagement sur la formation des enseignants : elle s'impose aujourd'hui, tant dans le domaine de la formation initiale, où la réflexion pédagogique passe bien souvent à la trappe, que dans celui de la formation continue, complètement sinistrée... Pour le reste, le président de la République insiste sur la nécessité de se mobiliser autour de l'École et dans l'École afin qu'elle joue pleinement son rôle dans la formation aux valeurs républicaines et aux principes de la démocratie. Mais je ne vois pas encore comment, précisément, nous en prenons le chemin. En effet, trois conditions, étroitement solidaires, sont requises si l'on veut sortir des seules mesures à caractère sécuritaire : il faut que l'École sache énoncer les valeurs et les principes qui la guident, afin qu'ils soient entendus et compris ; il faut qu'elle les fasse vivre au quotidien pour qu'ils soient vraiment intégrés par les élèves ; et il faut qu'elle les mette en œuvre dans le fonctionnement même de l'institution pour garantir leur crédibilité. L'énonciation, de manière formalisée et accessible en fonction de l'âge des élèves, est indispensable et je me réjouis, à cet égard, de la stabilisation d'un "enseignement moral et civique" dont je voudrais qu'il soit, encore plus clairement, adossé au Droit. Nous vivons, en effet, dans notre pays, un étrange paradoxe : "nul n'est censé ignorer la loi"... mais personne ne l'enseigne ! Je voudrais que l'on fasse découvrir aux élèves que des principes comme "nul ne peut se faire justice soi-même" ou "nul ne peut-être, à la fois, juge et partie" ont été construits pour les protéger et contribuer à notre émancipation collective. De même, le travail annoncé sur le règlement intérieur doit s'effectuer en montrant précisément ce que les interdits autorisent et en quoi ils sont au service du bien commun...

Mais cette énonciation n'aura guère d'effets si elle ne s'accompagne pas d'un effort pédagogique, partagé par tous les enseignants, pour faire vivre au quotidien le "respect" et la solidarité qu'on veut promouvoir : on voit des avancées dans ce sens, sur la notation qui "ne doit pas blesser", sur la pratique du débat argumenté qui permet de se dégager des préjugés et de sortir des affrontements violents, sur la maîtrise de la langue qui est une condition essentielle pour accéder à la pensée. Mais cela reste assez timide au regard de la promotion systématique des pédagogies coopératives dont nous avons besoin, pour construire des collectifs où chacun ait une vraie place, pour mobiliser l'attention des élèves et les impliquer dans leurs apprentissages, pour leur permettre de faire l'expérience fondatrice de la solidarité en actes...

Enfin, tous ces efforts doivent, évidemment, être relayés par le fonctionnement même de l'institution scolaire : on nous annonce une lutte plus efficace contre le décrochage, des dotations aux établissements proportionnelles aux difficultés sociales qu'il rencontrent, une relance de l'éducation prioritaire, le déblocage de fonds sociaux et l'intervention de volontaires pour constituer une "réserve citoyenne" auprès des établissements en difficulté : je veux croire que cela va vite se concrétiser, que tous les établissements – y compris de l'enseignement privé – prendront leur part en matière de mixité sociale, que les "zones d'éducation prioritaires" deviendront des "zones

d'excellence pédagogique" et qu'on ne continuera pas à priver les lycéens professionnels de la réflexion philosophique qu'ils réclament assez unanimement... Si les annonces actuelles n'étaient pas suivies d'effets et que les inégalités continuent à se creuser, nous pourrions, alors, craindre le pire. La parole tenue, en matière éducative, n'est pas un choix, c'est le principe même de toute action.

Dimanche 11 janvier, quatre jours après la tuerie à *Charlie Hebdo*, 3,7 millions de personnes descendaient dans la rue derrière un slogan : « Je suis Charlie ». Puis est venu le temps des récriminations de ceux qui ne s'y reconnaissent pas. Dans 200 écoles et établissements - sur un total de 64 000 -, des enseignants ont fait état de contestations. Quelle est la part de responsabilité de l'école ?

Nous avons, bien évidemment, une responsabilité collective dans ce qui s'est passé. Cela nous renvoie à nos options en matière géopolitique, à la manière dont nous avons laissé se développer la ghettoïsation de nos quartiers, au recul des services publics sur des territoires qui se vivent aujourd'hui à l'écart du pacte républicain, à la crise de l'emploi et de son pouvoir intégrateur ainsi qu'à la marginalisation programmée de l'Education populaire et à notre incapacité à offrir à une partie de notre jeunesse des causes généreuses dans lesquelles s'engager. Mais cela renvoie aussi au fait que notre Ecole ne tient pas ses promesses à l'égard des jeunes des milieux populaires, en particulier ceux issus de l'immigration : la fracture scolaire s'accroît jusqu'à ruiner la crédibilité de tout discours sur l'égalité républicaine...

Pour autant, cette analyse – éminemment nécessaire - n'exonère nullement ceux et celles qui basculent dans le radicalisme de leur responsabilité : ils ont fait des choix que rien ne peut justifier. Or, le rôle du pédagogue est justement d'aider à sortir de cette oscillation infernale qui domine dans le brouhaha médiatique actuel entre le discours de l'excuse et celui de l'exclusion, entre le « tout victime » et le « tout coupable ». Il nous faut construire des pratiques éducatives qui, sans nier les responsabilités politiques et les injustices sociales inadmissibles, permettent la formation à la responsabilité, au choix éclairé, au refus des embrigadements dans le radicalisme. Ce n'est pas simple pour ma génération, et pour la gauche en général, imprégnées d'un sociologisme de l'explication. Mais c'est un impératif pour permettre aux jeunes d'identifier les marges de liberté qu'ils peuvent avoir dans un destin qui semble écrit pour eux. Et cela se construit dans la relation éducative, en famille, à l'école, dans le tissu associatif et le rapport aux médias. C'est cela notre devoir éducatif aujourd'hui : faire accéder les jeunes à la conscience citoyenne. Sans compassionisme mais sans aveuglement : "Je fais alliance avec toi, mais pour construire ta liberté". Et ce principe doit, me semble-t-il, être au cœur du comportement de toutes et tous dans la société. Face à ce qui vient de se passer, chacun doit accepter de faire partie du problème, pour faire aussi partie de la solution.

Concrètement, dans la classe, comment le face-à-face pédagogique devrait selon vous évoluer pour favoriser le « vivre ensemble » et la laïcité que les politiques ne cessent de mettre en avant ?

La laïcité en actes, c'est un travail quotidien de désintringement du savoir et du croire. L'enseignant, dans toutes les disciplines, doit travailler avec les élèves sur cette distinction essentielle. Et, pour que nul n'impose ses croyances comme des savoirs, il ne doit pas imposer ses savoirs comme des croyances. Cela suppose de mettre en place des démarches rigoureuses, expérimentales et documentaires, pour que l'exigence de précision, de justesse, de vérité, soit au cœur de l'acte de transmission. L'enseignement républicain, dans son inspiration même, n'est pas, ne peut pas, être dogmatique : il doit être habité par le souci constant de "faire le vrai" ensemble. Dès la classe, les élèves doivent apprendre que celui qui a raison n'est pas celui qui crie le plus fort, mais celui qui démontre le mieux... Et, nous avons, dans ce domaine, beaucoup de chemin à faire. Quant au vivre ensemble, il nécessite un effort pour permettre à chacun de s'exprimer, mais aussi pour "construire du commun" : il faut que les personnes se sentent suffisamment proches pour

pouvoir se parler et suffisamment différentes pour avoir quelque chose à se dire. Or, je crains qu'à force d'individualisation systématique nous ayons oublié la construction du commun. Certes, cette construction passe par des rituels scolaires que nous avons à réinventer, mais elle passe aussi par l'acquisition d'une culture commune et la fréquentation des "humanités". C'est pourquoi je crois à la nécessité de développer beaucoup plus l'approche littéraire et artistique. La littérature et l'art permettent, en effet, de développer la capacité d'empathie à l'égard de l'autre, d'entrer dans son référentiel sans s'y perdre ; ils nous aident à nous mettre à la place de l'autre pour penser avec lui - ni pour lui, ni contre lui. C'est ainsi qu'on peut se dégager de la peur et de l'agressivité pour se reconnaître comme participants ensemble de "l'humaine condition". C'est ainsi que, dans une société laïque, nous pouvons ne pas toujours partager les mêmes réponses à des questions existentielles, mais devons nous reconnaître comme fils et filles des mêmes questions fondatrices. Et c'est ainsi qu'on peut travailler ensemble à la construction du bien commun.

Depuis vos débuts comme enseignant en 1969, vous avez toujours gardé le contact avec la classe, et ce même quand vous occupiez des fonctions administratives ou politiques. Cela fait donc plus de quarante ans que vous participez, observez, interrogez le système éducatif. Partagez-vous le constat d'une école en crise ?

Le constat, formulé par Antoine Prost il y a quelques années, me semble plus que jamais d'actualité : on a démocratisé l'accès à l'école sans démocratiser la réussite dans l'école. Et les enseignants, profondément attachés à la justice sociale, souffrent de se sentir impuissants face à ce phénomène. René Haby [*ministre de l'éducation à qui l'on doit, dans les années 1970, le « collège unique »*] avait mis en place, pour lutter contre ce phénomène, la « pédagogie de soutien » qui, quand elle n'a pas été détournée, s'est vite avérée insuffisante. On a essayé aussi les "classes spécialisées", comme les 4ème et 3ème « technologiques » qui devaient mettre en place une pédagogie adaptée aux élèves en difficulté. Mais, elles sont vite devenues des dispositifs de relégation. Aujourd'hui, on voit se développer des formes de plus en plus nombreuses d'externalisation – en dehors de la classe et de l'école – du traitement des difficultés scolaires. Nous assistons à une accélération fantastique du fonctionnement centrifuge de l'école où l'on passe beaucoup trop de temps à évaluer en classe si les élèves ne seraient pas mieux ailleurs ! Avec deux conséquences : d'une part, la multiplication, dans le prolongement des dispositifs institutionnels et associatifs, des officines privées et de l'aide sur Internet, et, d'autre part, la médicalisation systématique des difficultés scolaires. La classe est ainsi progressivement vidée de sa substance, elle n'est plus considérée comme le lieu essentiel de l'acte pédagogique : la "pédagogie différenciée" disparaît au profit de la "détection – dérivation" des élèves qu'on juge "inadaptés". Les enseignants, eux, souffrent d'une prolétarianisation, pas seulement au regard des conditions matérielles d'exercice de leur métier, mais parce qu'ils se trouvent ainsi dépossédés du sens et du contenu même de leur mission.

Quels autres symptômes de la crise de l'école identifiez-vous ?

J'observe que se met en place une "individualisation" systématique qui fait éclater le système et épuise les enseignants contraints à pratiquer ce que j'ai pu appeler "la pédagogie du garçon de café". Quand il faudrait construire obstinément les conditions de l'attention collective et de la pensée, on court, de table en table, en cherchant désespérément à satisfaire les demandes immédiates de chacun. Je regrette aussi la totémisation du numérique, qui finit par fonctionner, dans une pensée magique, comme un remède miracle à tous nos maux. Or, si je suis convaincu que l'école doit travailler avec et sur le numérique, je pense qu'elle doit le faire en se demandant quels en sont les usages possibles et comment ils peuvent être mobilisés au service des apprentissages. L'école ne doit être ni technophile, ni technophobe, mais "techno-critique" et "techno-inventive", ce que, fort heureusement, beaucoup d'enseignants sont déjà. Demandons-nous ce que le numérique peut apporter à l'élève, plutôt que de croire qu'en équipant chaque collégien d'une tablette, on les fera tous réussir !

Mais ce qui me préoccupe le plus aujourd'hui, c'est de voir notre système scolaire saisi par une forme de concurrence libérale qui, loin de réduire la fracture scolaire, accroît les mécanismes de ségrégation. Au collège déjà, par le jeu des options et des langues, mais aussi dans les lycées - dont certains préparent au bac, d'autres aux classes préparatoires -, une concurrence entre établissements se déploie, plus ou moins ouvertement, avec des effets ravageurs en terme d'égalité du droit à l'éducation, à une éducation de qualité pour toutes et tous. Avec des rancoeurs sociales que nous risquons de payer au prix fort.

Cette crise du système, tout le monde - ou presque - en est conscient aujourd'hui. Deux voies s'ouvrent à nous : on peut aller vers un scénario catastrophe, le recours à des solutions libérales dont la formule la plus radicale est le chèque éducation. Ou, au contraire, travailler sur la carte scolaire et la mixité sociale pour reconstruire un service public équilibré et viable sur les territoires. Au-delà d'un tiers d'élèves en très grandes difficultés sociales et scolaires, une école ou un collège ne peuvent pas vraiment remplir correctement leur mission d'éducation. Il faut l'admettre et prendre des mesures fortes pour rétablir les équilibres. Nous sommes à la croisée des chemins. Et je souhaite que les Français en soient conscients et mesurent bien les conséquences des choix qu'ils pourraient faire.

La dernière mouture du programme internationale PISA (2012) l'a mis en avant : l'école française est championne en matière de reproduction des inégalités. Sur quels leviers agir pour diminuer le poids de la naissance sur la réussite scolaire ?

PISA n'est pas intéressant si l'on en fait simplement un outil de construction de palmarès. Il l'est, en revanche, pour mesurer les évolutions. Oui, à regarder PISA, la fracture scolaire est bien là et elle s'aggrave. Le livre *L'école ou la guerre civile [publié par Philippe Meirieu avec Marc Guiraud en 1998]*, dans lequel nous parlions de "dérive des continents scolaire", n'a rien perdu de son actualité. On savait déjà, dans les années 1990, qu'il fallait refondre la carte scolaire, imposer aux établissements privés de prendre leur responsabilité en matière de mixité sociale, proportionner les dotations à la difficulté des situations. Quinze ans sont passés, et on a bien peu progressé... On continue aussi à être fasciné par le "gigantisme scolaire" : au nom des sacro-saintes économies d'échelle qui font l'impasse sur les coûts sociaux, l'anonymat, la violence et les abandons qu'il entraîne, on construit des établissements beaucoup trop grands. J'ai tenté de convaincre - sans résultat - plusieurs ministres d'ouvrir la voie, au sein des établissements, à des « unités pédagogiques fonctionnelles », à taille humaine, où une centaine d'élèves pourraient être pris en charge par sept ou huit enseignants, sur la base du volontariat : des unités pédagogiques où une véritable équipe pourrait encadrer un collectif d'élèves et disposer de vraies marges de manœuvres pour les faire travailler au mieux.

En 2013, vous avez consacré un ouvrage au plaisir d'apprendre. Et rappelé une évidence : « rien ne s'enseigne que l'élève ne désire apprendre ». Comment, aujourd'hui, donner - ou redonner - du sens et du plaisir à la scolarité ?

En permettant à l'enseignant d'habiter ses propres savoirs, de développer une pédagogie du chef d'œuvre - celui que l'on rencontre et celui que l'on fabrique. La mission de l'école ne doit pas se réduire à l'acquisition d'une somme de compétences, aussi nécessaires soient-elles, mais elle relève de l'accès à la pensée. Et c'est par la médiation de l'œuvre culturelle, artistique ou scientifique, que la pensée se structure, découvre la jouissance du comprendre et accède au goût du savoir.

A mi-mandat, la gauche semble hésiter en matière de priorité éducative, entre la « priorité au primaire », la défense de la laïcité, la lutte contre le décrochage ou encore le plan numérique. Quelle est pour vous l'urgence ?

La priorité au primaire est un bon choix, mais, pour ma part, j'aurais plus délibérément ciblé l'entrée dans le langage écrit. L'école a une fonction thermostatique : quand il fait froid à l'extérieur,

elle doit élever le niveau de température. Dans un monde où l'écrit long, corrigé, structuré, a tendance à diminuer, où les courriels et SMS nous inondent, l'école a le devoir majeur de permettre aux enfants de découvrir l'écriture et le plaisir qu'elle procure. L'écrit en tant que communication différée, argumentaire construit, propos soutenu par la densité de la pensée, est profondément structurant pour l'élève et sa réussite scolaire. Il est aussi essentiel pour le citoyen et le débat démocratique car il implique rigueur, mise à distance, précision. Or au primaire et jusqu'à l'université, le nombre d'heures dévolu à l'apprentissage de l'écrit reste insuffisant.

Que répondez-vous à ceux qui estiment que l'immobilisme des enseignants limite toute possibilité de réforme ?

Je ne crois pas à l'immobilisme des enseignants. Je dirai plutôt qu'ils sont déstabilisés parce qu'ils ont le sentiment que tout change tout le temps et que les politiques font des "coups" pour laisser leur marque plutôt que de choisir l'action sur la durée. Et puis, le manque de formation pédagogique se fait cruellement sentir : beaucoup se sentent désarmés devant les situations auxquelles ils ont à faire face. A cela s'ajoute - toutes les enquêtes d'opinion en attestent - un manque de reconnaissance symbolique, alors que ces mêmes enquêtes montrent, aussi, que les enseignants sont beaucoup plus estimés qu'ils ne le croient de la population. Cela révèle une perte de sens du métier. Les professeurs ont aujourd'hui le sentiment d'être des exécutants, alors qu'ils devraient être mobilisés pour relever un véritable défi civilisationnel. Dans ces conditions, la tentation du repli sur soi est forte.

La relation avec les familles est aussi pointée du doigt. On l'a perçu lors des débats, très vifs, sur les rythmes scolaires ou la polémique sur une prétendue « théorie du genre »... La famille éduque, l'école instruit, disait-on jadis. Le partage des tâches a-t-il été bouleversé ?

Ce partage ne fonctionne pas et n'a jamais fonctionné. Le moindre geste de chaque enseignant est éducatif, car il est porteur d'une vision de l'humain et de la société. Certes, les familles, avec la montée de l'individualisme social et de la crise, peuvent être tentées d'entrer dans une relation à l'école de « donneur d'ordre ». Or l'école, en tant qu'institution, ne peut être dans une situation d'obéissance aux multiples exigences individuelles. Je regrette que la refondation de l'école, qui aurait pu être l'occasion de mettre en avant le bien commun éducatif, se soit embourbée dans la question des rythmes scolaires, ce qui a obscurci le paysage de manière dommageable, entérinant une vision finalement assez consumériste des activités culturelles et de l'école. Mais, on ne peut reprocher aux familles leur comportement individualiste, si aucun projet collectif mobilisateur n'émerge à l'horizon...

Aujourd'hui, nous sommes au pied du mur : ou bien, l'on se contente de rustines éducatives symboliques pour équilibrer les mesures sécuritaires que l'on prend par ailleurs, ou bien, nous sommes capables de nous mobiliser autour de finalités de l'Ecole assumées. Ces finalités renvoient à des enjeux politiques et sociaux, mais aussi à des finalités pédagogiques : nous devons passer, enfin, de "l'égalité des chances" à l'égalité du droit à l'éducation" pour toutes et tous, nous donner les moyens d'enseigner vraiment "ce qui libère et ce qui unit", selon la belle formule d'Olivier Rebol, mettre en place une véritable pédagogie coopérative à tous les niveaux et accompagner les enseignants, pour cela, par une refonte de la formation professionnelle, initiale et continue.

Vous continuez d'incarner, dans les querelles de l'école, le « camp des pédagogues » face aux « républicains ». Ce clivage s'invite aujourd'hui encore dans les débats, qu'ils portent sur l'évaluation ou sur les programmes. Peut-on le dépasser ?

Les médias l'ont un peu dépassé, les enseignants aussi. Pour ma part, je n'ai jamais cédé au pédagogisme dont on m'accuse. Je sais parfaitement qu'ici ou là, mais bien moins qu'on ne le dit, on peut être tenté d'abandonner l'exigence culturelle au profit d'une forme d'animation et d'écoute lénifiante. « Apprendre à apprendre en n'apprenant rien... » : ce risque, je ne le nie pas. Et, dès mes premiers travaux publiés en 1984, j'ai mis vigoureusement en garde contre les dérives "productive"

et "fusionnelle" qui peuvent s'emparer des "méthodes actives". Depuis, je n'ai jamais dévié. Mais certains ont besoin de "boucs émissaires" pour s'exonérer de nos responsabilités collectives. Par ailleurs, j'ai conscience que mes engagements politiques depuis 1989, ont pu brouiller mon image. Certains collègues universitaires ne m'ont pas pardonné ces engagements et la posture militante que j'ai adoptée dans l'arène médiatique... En même temps que, symétriquement, pour les politiques, je restais un universitaire difficilement contrôlable à la liberté de parole un peu dérangeante. Cette posture de l'entre-deux, entre ce que Bourdieu nommait la « *cité savante* » et la « *cité mondaine* », est difficile à tenir. Mais je reste convaincu que les intellectuels, comme tous les citoyens, ne peuvent plus se contenter de dénoncer le cumul des mandats, la politique politicienne, le carri risme des hommes politiques, la manière dont ils passent, au gré des circonstances et sans compétences particulières, d'un domaine   un autre... en gardant les mains aussi blanches que la blouse de leur laboratoire !

Propos recueillis par Matt a Battaglia